

L'agroécologie est la seule manière de lever les contraintes sanitaires et financières qui pèsent sur le métier d'agriculteur. *Le Monde* 21 05 25

Marc-André Selosse, biologiste, professeur au Muséum national d'histoire naturelle et membre de l'Académie d'agriculture de France.

Alors qu'une proposition de loi prévoyant de revenir sur des interdictions d'utilisation de pesticides dangereux arrive bientôt à l'Assemblée nationale, le biologiste Marc-André Selosse déplore, dans une tribune au « Monde », que les pratiques permettant de préserver la santé des agriculteurs et des citoyens ne soient pas encouragées.

Lever les contraintes du métier d'agriculteur est une urgence, car les agriculteurs vont mal : leur taux de suicide dépasse de 43 % celui du reste de la population. C'est aussi le nom d'une proposition de loi, votée au Sénat, le 28 janvier, et examinée prochainement à l'Assemblée nationale. Mais la solution présentée, qui revient sur des interdictions d'utilisation de pesticides dangereux, est simplement ridicule. L'acétamipride, par exemple, est un néonicotinoïde neurotoxique, cancérigène et source d'infertilité masculine : ignorer les méfaits des pesticides ne condamne pas seulement l'avenir mais aussi des agriculteurs.

Les chiffres sont féroces : dans la cohorte Agrican (180 000 agriculteurs étudiés par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) et la Mutualité sociale agricole), les agriculteurs présentent des risques accrus de 47 % de lymphomes plasmocytaires et de 25 % de myélomes par rapport à la population générale. De la même manière, selon Santé publique France, l'incidence de la maladie de Parkinson est de 13 % plus élevée chez les agriculteurs que chez les autres actifs de plus de 55 ans. Voilà la vraie contrainte du métier d'agriculteur ! D'ailleurs, selon un sondage d'octobre 2024 (Elabe et Veolia), 74 % d'entre eux considèrent que les normes environnementales sont utiles – même s'ils les estiment mal adaptées aux réalités de leur métier, nous y reviendrons.

Dans ce contexte, nous ne pouvons plus ignorer les alternatives offertes par l'agroécologie, cette science et ces pratiques qui mobilisent l'écologie scientifique dans l'agriculture et permettent ainsi de limiter les atteintes à la santé. Plutôt que de recourir aux pesticides, l'agroécologie promeut par exemple la lutte biologique pour prévenir les maladies végétales, en introduisant des prédateurs des parasites ou des pièges utilisant les molécules d'attraction sexuelle des insectes. Au-delà de ces techniques anciennement mobilisées par l'agriculture bio, bien d'autres outils existent.

Des stratégies établies il y a plus de vingt ans

Les haies freinent par exemple de 84 % l'entrée des maladies des plantes dans une parcelle, en jouant le rôle d'obstacle et d'abri des oiseaux et des chauves-souris prédateurs d'insectes. Voilà pourquoi nos anciens s'embarraient de haies. Ce rôle a été oublié, car les haies ont été arrachées à l'arrivée des pesticides... Et nous continuons à en arracher 23 000 kilomètres par an (contre 3 000 kilomètres replantés). Sur l'effet protecteur des chauves-souris, une étude étatsunienne publiée dans *Science* fait froid dans le dos. Une maladie venue d'Europe décime en effet les chauves-souris dans certains comtés américains. Or, en l'absence de leur consommation d'insectes, l'usage des insecticides augmente de 31 %, ce qui accroît les coûts pour les agriculteurs (achat, épandage, etc.), mais aussi la mortalité infantile, qui bondit de 8 % dans ces comtés, à cause de maladies liées aux insecticides.

Certains choix variétaux permettent aussi de freiner la propagation des maladies : opter pour des mélanges de variétés, avec divers profils de résistance aux pathogènes, s'avère très efficace. Cette stratégie faisait déjà l'objet de travaux de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae)... il y a plus de vingt ans. Ceux-ci montraient que les nouveaux cépages résistants au mildiou et à l'oïdium divisent par sept à dix le nombre de traitements viticoles, économisant de 800 à 1 000 euros par hectare. Des cultures mélangeant plusieurs espèces (céréales mêlées de légumineuses ou alternance de bandes d'espèces différentes) réduisent quant à elles la propagation des bioagresseurs de 40 % à 60 %. L'analyse de 174 études de cas publiée dans *New Phytologist* [une revue éditée par l'auteur] montre que ces cultures mélangées augmentent aussi la fertilité des sols. Enfin, les rotations longues, c'est-à-dire la culture d'espèces différentes au cours des années successives, sans retour de la même espèce avant deux à cinq ans, tuent par inanition les parasites de chacune des espèces de la rotation.

Réguler la concurrence internationale

Si l'on ne se passera pas complètement de tous les pesticides à court terme, ils peuvent et doivent venir en complément d'une agroécologie préventive. Leur utilisation moins fréquente permettrait en outre de ralentir l'émergence de résistances parmi les insectes et les champignons, donc de réduire encore les doses appliquées. Cela engendrerait des économies de pesticides et de frais de santé, soulageant ainsi des agriculteurs étranglés financièrement. Les cultures mélangées, évoquées plus haut, augmentent d'ailleurs le revenu agricole de 33 %.

Mais il reste à s'équiper : gérer des haies ou des cultures mélangées demande un matériel différent, donc des financements. Il faut aussi réguler la concurrence internationale, déloyale dès lors qu'elle s'autorise ce que nous interdisons. C'est là, pas ailleurs, qu'on attend l'acte politique. Et aussi le soutien des citoyens : leur silence renforce ceux qui refusent toute transition. A terme, pourtant, nous gagnerons tous à financer cette transition : de l'épuration de l'eau aux frais de santé, les pesticides nous coûtent 18 milliards d'euros par an.

Cependant, le sénateur Laurent Duplomb (Les Républicains, Haute-Loire), auteur du texte de loi que nous discutons, confesse dans *Challenges* : « *L'agroécologie ? Personne n'a jamais compris ce que ça veut dire.* » Cet aveu d'ignorance et ce texte de loi bafouent les efforts des scientifiques, des agriculteurs et des citoyens.

D'abord, ils nient les travaux scientifiques qui ont établi l'efficacité de ces méthodes : c'est de l'antiscience. Ensuite, ils méprisent les praticiens de l'agroécologie, agriculteurs du bio (10 % de notre surface agricole) et de l'agriculture de conservation des sols (4 %), qui pratiquent des cultures variées et des rotations longues. Enfin, ils vouent au néant les produits des impôts citoyens pour la recherche en laissant croire qu'il n'existe qu'une seule option technique, alors que seul manque le courage de porter les alternatives.

Le législateur doit s'appuyer sur les connaissances scientifiques disponibles et faciliter la transition vers l'agroécologie, seule manière de lever vraiment les contraintes sanitaires et financières qui pèsent sur le métier d'agriculteur. La France est devenue un grand pays agricole par des siècles de changements et d'évolutions. Choisir l'immobilisme, c'est vouloir entrer dans l'histoire en reculant, c'est tromper le monde agricole sur ce qui est possible et sur sa capacité d'adaptation, c'est proposer à tous un avenir toxique quand il pourrait, avec l'aide de tous, être radieusement agroécologique.